

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes
U ID 26/07

Valence, le - 9 JAN. 2018

Dossier suivi par : Elodie MOURoux

Tél : 04.75.82.46.46
Fax : 04.75.82.46.49

ARRETE PREFECTORAL n° 26-2018-01-09-019

Instaurant des servitudes d'utilités publique relatives à l'ancien site de fabrication de fils textiles en polyester exploité autrefois par la société NOUVELLE SETILA située à VALENCE

Annule et remplace l'arrêté du 22 décembre 2017

**Le Préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.515-12 et R.515-31-1 à R.515-31-7 ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment son article L.126-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 518 du 16 février 1995 encadrant l'activité de la société NOUVELLE SETILA située 220 avenue des Auréats à VALENCE (26000) ;

VU l'étude environnementale du bureau d'études RAMBOLL ENVIRON datant de mai 2016 (FRSOLVA001-R1V1) ;

VU le rapport du bureau d'études RAMBOLL ENVIRON concernant l'usage des eaux souterraines (FRSOLVA001-R2V1) et le rapport relatif aux investigations complémentaires sur les gaz de sol (FRSOLVA001-R3V1) de juillet 2016 ;

VU le rapport RAMBOLL FRSOLVA002-R1V1 de décembre 2016 relatif aux investigations complémentaires dans la nappe d'eaux souterraines ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 15 juin 2017 ;

VU la consultation de la SCI La Languedocienne (gérant : Emerick PRIEUX) dont le siège social est situé 10 rue des Cèdres 71640 GIVRY, en substitution de l'enquête publique, et le conseil municipal de la ville de VALENCE ;

VU le rapport et les propositions en date du 16 octobre 2017 de l'inspection de l'environnement ;

VU l'avis en date du 21 décembre 2017 du CODERST ;

VU l'arrêté n° 26-201712-22-008 du 22 décembre 2017 instaurant des Servitudes d'Utilité Publique sur l'ancien site de fabrication de fils polyester exploité auparavant par la société NOUVELLE SETILA ;

VU Le courriel du 2 janvier 2018 de la mairie de VALENCE précisant la modification des références cadastrales du site concerné après la notification de l'arrêté du 22 décembre 2017 ;

CONSIDERANT l'étude environnementale de mai 2016 réalisée par le bureau d'études RAMBOLL ENVIRON complétée ;

CONSIDERANT la présence de plusieurs zones de pollutions résiduelles, nécessitant des précautions d'usage, et dont il convient de conserver la mémoire ;

CONSIDERANT qu'il a été procédé à une consultation des propriétaires des terrains par substitution à l'enquête publique prévue au troisième alinéa de l'article L.515-9 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'instauration de Servitudes d'Utilité Publique ne peut s'entendre que sur des parcelles existantes et correctement référencées ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme :

ARRÊTE

ARTICLE 1.

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 26-2017-22-12-008 du 22 décembre 2017.

Les parcelles n° CW77, CW83, CW84 et CW 85 de la commune de VALENCE (26000), située au 220 avenue des Auréats, ayant auparavant fait l'objet d'une exploitation d'installation classée pour la protection de l'environnement par la société NOUVELLE SETILA (fabrication de fils textiles polyesters) sont assujetties aux servitudes d'utilités publiques définies à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2. NATURE DES SERVITUDES D'UTILITÉS PUBLIQUES

2.1. USAGE DES SOLS

L'usage des sols est un usage industriel identique à celui de la dernière période d'exploitation. L'usage peut néanmoins être modifié dans le respect des dispositions énoncées au paragraphe 2,2 et 2,3.

2.2. PRECAUTIONS D'USAGE

L'utilisation des sols et notamment les modalités d'édification de nouvelles constructions doivent toujours être compatibles avec l'état environnemental du sol, sous-sol et de la nappe phréatique.

2.3. MODIFICATION D'USAGE DU SITE

Toute modification de l'usage des sols par rapport à un usage industriel identique à celui de la dernière période d'exploitation, dans une même configuration des bâtiments et constructions de toute nature, est subordonnée à la réalisation, aux frais et sous la responsabilité du maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage :

- d'études garantissant l'absence de tout risque pour la santé et l'environnement et notamment l'absence de risque de migration de polluants ou des matériaux vers l'extérieur des parcelles (objets de la présente servitude) ou vers les eaux souterraines en fonction de l'usage prévu, conformément à l'article L556-1 du code de l'environnement.
- de mesures de gestion et de précaution adaptées, en ce compris des mesures d'hygiène et de sécurité pour les intervenants et des mesures de protection des riverains. En particulier, les mesures constructives (fondations, canalisations, autres ouvrages/réseaux enterrés, systèmes de ventilation, etc.) ainsi que la végétation doivent être adaptées à la pollution résiduelle des sols.

Les éventuels terres ou matériaux excavés seront gérés par le maître d'ouvrage conformément à la réglementation en vigueur.

2.4. INTÉGRITÉ DES REVÊTEMENTS

Les couvertures présentes sur les sols (type enrobé ou béton, tout venant naturel, argile ou terre végétale) doivent être maintenues en état, ou reconstituées ou remplacées par un autre type de couverture en cas de travaux affectant leur intégrité afin d'éviter le contact direct avec les sols impactés, sauf réalisation préalable d'études et/ou de mesures garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement.

Les couvertures étanches, réalisées conformément au plan annexé au présent arrêté, doivent être maintenues en état.

2.5. TRAVAUX

Sans préjudice de ce qui précède, tous travaux affectant les couvertures présentes sur le site, le sol ou le sous-sol du site (notamment d'affouillements ou d'excavation de terres ou autres matériaux enterrés) doivent faire l'objet, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine de ces travaux, de mesures de gestion, de précaution, et le cas échéant d'élimination, adaptées, conformément à la réglementation applicable ; ces travaux ne doivent pas avoir pour effet de remobiliser, solubiliser, ou faire migrer des polluants vers les eaux de surface et les eaux souterraines ou l'air ;

2.6. EAUX SOUTERRAINES

Tout usage des eaux souterraines, à l'exception de la réalisation de mesures d'investigations, de surveillance, et éventuellement de traitement, de la qualité des eaux souterraines, est subordonné à la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine d'un tel usage, d'études et de mesures garantissant l'absence de tout risque pour la santé et l'environnement en fonction de l'usage prévu, conformément à la réglementation et à la méthodologie applicables.

2.7. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Tout nouvel ouvrage permettant la réalisation d'investigations des eaux souterraines dont l'implantation est prescrite devra pouvoir être implanté par le propriétaire des terrains et la société RHODIA OPERATIONS, leurs ayants-droit ou toute personne mandatée par eux.

Les ouvrages permettant la réalisation d'investigations des eaux souterraines, notamment ceux implantés conformément à l'alinéa précédent, doivent être maintenus en état et leur accessibilité devra être assurée au propriétaire et à la société RHODIA OPERATIONS ou à leurs ayants-droit, ou à toute personne mandatée par ceux-ci.

Les ouvrages permettant la réalisation d'investigations des eaux souterraines peuvent toutefois être déplacés, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine du déplacement, sous réserve de l'accord préalable du propriétaire des terrains.

ARTICLE 3. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 4. NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié par le préfet de la Drôme au maire de la commune de VALENCE, et à chacun des propriétaires des terrains et des autres titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit lorsqu'ils sont connus.

ARTICLE 5. INFORMATIONS DES TIERS

Cet acte fait l'objet, en vue de l'information des tiers, d'une publication au recueil des actes administratifs du département de la Drôme.

Les servitudes instituées par le présent arrêté seront annexées au plan local d'urbanisme par le maire de VALENCE et publiées au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble concerné.

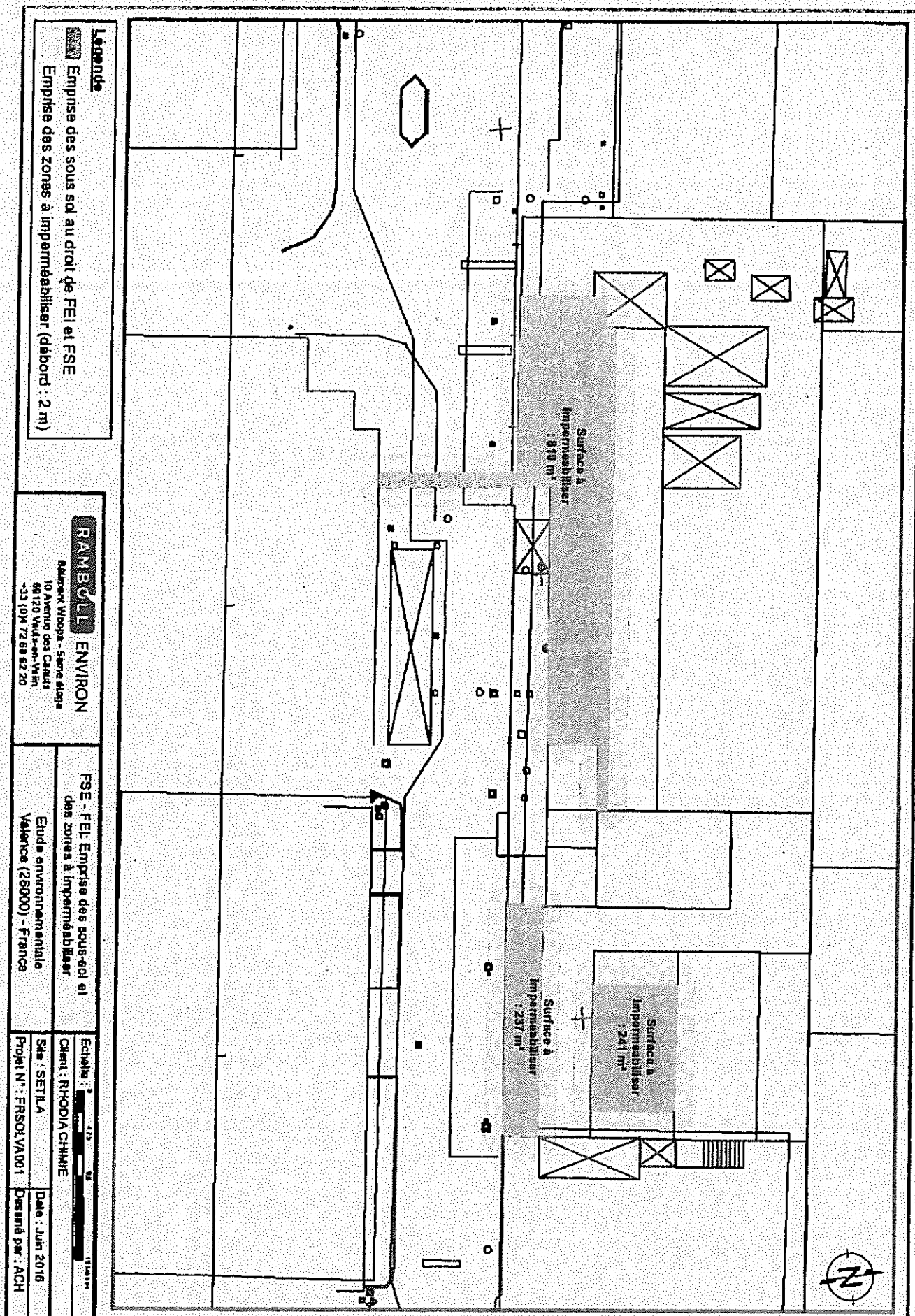
ARTICLE 6. EXECUTION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de VALENCE et Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. le Maire de VALENCE ;
- M. le Directeur de la SCI LA LANGUEDOCIENNE.

A Valence, le - 9 JAN. 2018
Le Préfet,
Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général
Frédéric LOISEAU

- Plan des surfaces à maintenir imperméabilisées



-Plan cadastral

Pour le Préfet
Secrétaire
Frédéric LOISEAU

